EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL DE SAINT-ARMEL

SÉANCE DU 26 FÉVRIER 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-six février, le conseil municipal de la commune de Saint-Armel, s'est réuni au nombre prescrit par la loi au sein de la salle du conseil municipal, sous la présidence de Mme la Maire, en session ordinaire, après avoir été convoqué le dix-neuf février deux mille vingt-cinq, conformément aux articles L 2121-10 et 2121-11 du code général des collectivités territoriales.

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres présents : 11

Nombre de votants : 12

Date d'affichage de la liste des délibérations : le 4.03.2025

Présents : Mme MADIOT, maire, Mme CHÂTEL, M. CHAUVIÈRE, M. MC DONNELL, Mme REUCHERON, M. SIMON, adjoints, Mme BELLANGER, M. BERTHAUD, M. CHÉREL (parti à 20h16), Mme DELAVALLÉE (partie à 20h16), M. DUCHÊNE, M. FOLEMPIN, Mme GARDET, M. HOUSSEL (parti à 20h16), Mme PANON (partie à 20h16)

Absents excusés : M. CAILLARD, Mme CODANDAM, M. MÉRIGLIER, Mme QUINTIN

Pouvoirs : M. CAILLARD à M. HOUSSEL, Mme CODANDAM à Mme PANON, Mme QUINTIN à Mme BELLANGER

M. MC DONNELL a été désigné secrétaire de séance conformément à l'article L 2121-15 du Code général des collectivités territoriales.

En amont du démarrage de la séance, M. Housnel souhaite avoir des explications sur la délibération relative à l'élection des administrateurs au CCAS.

Mme la Maire répond que cette délibération est le point 7 de l'ordre du jour et que ce sujet sera traité à ce moment-là de la séance.

M. Housnel le déplore.

ORDRE DU JOUR

001 – RH – DÉTERMINATION DES TAUX DE PROMOTION POUR LES AVANCEMENTS DE GRADE – VALIDATION PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

002 – RH – FLÉCHAGE DE GRADES AU SEIN DES EMPLOIS COMMUNAUX – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

003 – RH – CRÉATION D'UN POSTE DE CHARGE DE PROJET – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

004 – RH – PERSONNEL COMMUNAL – ACTUALISATION DU RIFSEEP – ACCORD DU CONSEIL MUNICIPAL

005 – FIN – PERSONNEL COMMUNAL – MODIFICATION DE LA PARTICIPATION À LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE FORMATION AU BREVET D'APTITUDE AUX FONCTIONS D'ANIMATEUR (BAFA) / DE DIRECTION (BAFD) – VALIDATION PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

006 – FIN – BUDGETS PRINCIPAL ET ANNEXES – APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE (CFU) 2024

~~007 – ADG – ÉLECTION DES ADMINISTRATEURS DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS)~~

2025-008 – RH – DÉTERMINATION DES TAUX DE PROMOTION POUR LES AVANCEMENTS DE GRADE – VALIDATION PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
- Vu le Code Général de la Fonction Publique
- Vu l'avis du Comité social territorial en date du 20 février 2025

L'article L-522 du Code Général de la Fonction Publique dispose que : « le nombre maximal de fonctionnaires territoriaux, à l'exception du cadre d'emplois des agents de police municipale, pouvant être promu à l'un des grades d'avancement de leur cadre d'emplois, est égal au produit des effectifs des fonctionnaires territoriaux remplissant les conditions pour cet avancement par un taux de promotion. Ce taux est fixé par l'assemblée délibérante après avis du comité social territorial ».

Ce taux permet donc de déterminer le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus sur un grade par rapport à un nombre d'agents « promouvables », c'est-à-dire remplissant les conditions pour être nommées au grade considéré.

La loi ne prévoit pas de ratio plancher ou plafond pour la fixation de ce taux et il est proposé de définir ce ratio d'avancement à 100 %, pour chaque grade accessible par la voie de l'avancement de grade, l'autorité territoriale restant libre de nommer l'agent promouvable selon les critères définis dans les lignes directrices de gestion.

Le conseil municipal après en avoir délibéré à l'unanimité :

1. fixe le ratio d'avancement à 100 % ;
2. autorise Mme la Maire à signer toute pièce se rapportant à cette décision.

Débat : Mme la Maire explique que tant que les lignes directrices de gestion n'avaient pas été adoptées, il n'y avait pas d'avancement de grades de possibles et il est aujourd'hui proposé de fixer le taux d'avancement à 100 %.

Mme Panon indique avoir cru être capable d'assister à la séance alors que Mme Codandam est en grève de la faim et commence à invectiver, de manière véhémement, les autres conseillers municipaux.

Mme la Maire annonce une suspension de séance.

** Suspension de séance de 20h06 à 20h16**

Mme Panon et les quatre élus de la minorité quittent la salle du conseil durant la suspension de séance.

2025-009 – RH – PERSONNEL COMMUNAL – CRÉATION ET SUPPRESSION DE POSTES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Il appartient au conseil municipal de fixer les emplois communaux permanents à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services communes.

Un agent occupant un poste, à temps complet, d'adjoint technique remplit les conditions d'avancement fixées dans le cadre des lignes directrices de gestion pour accéder au grade supérieur.

Il est donc proposé de créer un poste sur le grade correspondant à cet avancement et de supprimer le poste équivalent, comme suit :

Ancien grade	Nouveaux grades
Adjoint technique	Adjoint technique Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe

Le conseil municipal après en avoir délibéré à l'unanimité :

1. décide de créer, à compter du 1^{er} mars 2025, un poste de Responsable des Bâtiments ouvert sur tous les grades du cadre d'emploi des adjoints techniques ;
2. autorise Mme la Maire à signer toute pièce se rapportant à cette décision.

2025-010 – RH – PERSONNEL COMMUNAL – CRÉATION D'UN POSTE DE CHARGE DE DEVELOPPEMENT CULTUREL ET D'ANIMATION TERRITORIALE – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Par la délibération n°2023-035, en date du 5 juillet 2023, le conseil municipal a créé un poste de « chargé(e) de développement culturel et d'animation territoriale » pour une durée d'un an et demi dans le cadre du dispositif « Volontariat territorial en administration » (VTA). Les besoins du service administratif et la volonté de redynamisation globale de l'animation communale nécessite d'envisager la pérennisation de ce poste désormais en lien avec la culture, la bibliothèque et l'organisation des manifestations communales.

Les missions principales sur ce poste seront les suivantes :

- Soutien à l'animation du territoire (projet de Tiers-lieu, recherche de financements...)
- Soutien à l'animation culturelle (aide à la programmation culturelle et événementielle, organisation de manifestations...) en lien avec les élus en charge de la culture
- Contribuer, en partenariat avec la chargée de communication, à l'élaboration d'une stratégie de communication et à la création des supports adaptés
- Coordonner la bibliothèque en lien avec les bénévoles

Ce poste, à temps complet, pourra être pourvu par un fonctionnaire dans tous les cadres d'emploi de catégorie C de la filière administrative ainsi que dans le cadre d'emploi des rédacteurs en catégorie B.

S'il ne peut être pourvu par un fonctionnaire, le poste pourra être occupé par un agent non titulaire, dans les conditions fixées à l'article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Le conseil municipal après en avoir délibéré à l'unanimité :

1. décide de créer un poste de chargé(e) de développement culturel et d'animation territoriale, à temps complet, à compter du 1^{er} mars 2025, aux conditions définies ci-dessus ;
2. modifie le tableau des effectifs en conséquence ;
3. indique que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé, les charges sociales et impôts s'y rapportant seront inscrits au budget communal aux articles et chapitres prévus à cet effet.

Débat : Mme la Maire précise qu'il s'agit de pérenniser l'actuel poste occupé par Emma Chabot.

2025-011 – RH – ACTUALISATION DU RIFSEEP – ACCORD DU CONSEIL MUNICIPAL

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

- Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,
- Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
- Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,
- Vu la circulaire NOR : RDFS1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,
- Vu la délibération n°2017-028, en date du 12 juin 2017, instaurant le RIFSEEP,
- Vu les avis du Comité social territorial en date du 20 février 2025,
- Vu le tableau des effectifs,

Le RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) se compose de deux éléments :

- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise liée aux fonctions exercées par l'agent et à son expérience professionnelle (IFSE)
- Le complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CI)

Par la délibération n°2017-028, en date du 12 juin 2017, le conseil municipal a mis en place l'IFSE, premier élément composant le RIFSEEP.

Cependant, le montant de l'IFSE a été fixé selon les catégories, grades et postes des agents communaux de 2017. L'évolution des services et la création de plusieurs postes, à l'instar, notamment, du poste de responsable de pôle, nécessitent de mettre à jour les catégories concernées par le versement de cette indemnité.

Une régularisation des modalités de maintien des primes dans certaines situations de congés doit également être réalisée.

I. L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise

Cette indemnité est versée en tenant compte du niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions occupées par les fonctionnaires.

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au regard des critères professionnels suivants :

- Des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- De la technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Des sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

A. Les bénéficiaires

- Les agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- Les agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiels à compter d'un an d'ancienneté.

B. La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima

Chaque part de l'I.F.S.E. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Les agents logés par nécessité absolue de service bénéficient de montants maximums spécifiques.

- **Catégorie A**

ATTACHE/INGENIEUR (CAT.A)		MONTANTS MENSUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)	MONTANT MINI	MONTANT MAXI	PLAFONDS REGLEMENTAIRES
Groupe 1	<i>Direction – Secrétariat général</i>	500,00 €	1200,00 €	3 017,50 €
Groupe 2	<i>Responsable de pôle</i>	400,00 €	1 100,00 €	2 677,50 €
Groupe 3	<i>Responsable d'un service</i>	300,00 €	1 000,00 €	2 125,00 €
Groupe 4	<i>Chargé de mission</i>	200,00 €	900,00 €	1 700,00 €

- **Catégorie B**

REDACTEUR/ANIMATEUR/TECHNICIEN (CAT.B)		MONTANTS MENSUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)	MONTANT MINI	MONTANT MAXI	PLAFONDS REGLEMENTAIRES
Groupe 1	<i>Responsable de pôle</i>	300,00 €	900,00 €	1 456,66 €
Groupe 2	<i>Adjoint au responsable de pôle/Responsable de service/Expertise ou fonctions administratives complexes</i>	250,00 €	850,00 €	1 334,58 €
Groupe 3	<i>Gestionnaire de dossier particulier</i>	200,00 €	800,00 €	1 220,83 €

- **Catégorie C**

ADJOINTS ADMINISTRATIFS/TECHNIQUES/D'ANIMATION/ATSEM		MONTANTS MENSUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)	MONTANT MINI	MONTANT MAXI	PLAFONDS REGLEMENTAIRES
Groupe 1	<i>Responsable de service</i>	200,00 €	600,00 €	945,00 €
Groupe 2	<i>Référent/Agent d'exécution avec des sujétions particulières</i>	150,00 €	550,0 €	945,00 €
Groupe 3	<i>Agent d'exécution, agent d'accueil</i>	120,00 €	500,00 €	900,00 €

C. Le réexamen du montant de l'I.F.S.E

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de fonctions,
- En cas de changement de grade à la suite d'un avancement,
- Tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent

D. Les modalités de maintien ou de suppression de l'I.F.S.E

Sur recommandation du CDG 35, et afin de se conformer au décret n°2010-997 du 26 août 2010, relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat dans certaines situations de congés, il convient d'appliquer les dispositions suivantes :

- En cas de congé de maladie ordinaire y compris accident de service, l'I.F.S.E suivra le sort du traitement
- Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement
- En cas de congé longue maladie, longue durée et grave maladie, l'I.F.S.E est suspendue

E. Périodicité de versement de l'I.F.S.E

L'IFSE fera l'objet d'un versement mensuel. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

F. Clause de revalorisation de l'I.F.S.E

Les montants maxima évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

II. Le complément indemnitaire

Le complément indemnitaire est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir de l'agent et son versement est facultatif.

Il est aujourd'hui proposé que le complément indemnitaire remplace la prime de fin d'année, préalablement versée aux agents communaux, celle-ci ne pouvant, en toute hypothèse, légalement plus être déconnectée du régime indemnitaire.

A. Les bénéficiaires

Il est proposé d'instaurer, dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat, le complément indemnitaire :

- Aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- Aux agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel d'une durée continue supérieure à 1 an

B. La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima du C.I

Chaque cadre d'emplois est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds fixés dans la limite des plafonds applicables à la Fonction Publique d'Etat.

L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères d'évaluation définis par la délibération afférente à l'entretien professionnel.

Ces montants ne sont pas reconductibles automatiquement d'une année sur l'autre, peuvent être compris entre 0 et 100 % du montant maximal.

Ce coefficient sera déterminé à partir des critères applicables à l'entretien professionnel.

	Montant annuel maxi
Toutes catégories confondues	600 €

C. Les modalités de maintien ou de suppression du C.I

Conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat dans certaines situations de congés :

- En cas de congé de maladie ordinaire y compris accident de service, le C.I suivra le sort du traitement et sera proratisé en fonction du temps de présence de l'agent,
- Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement.
- En cas de congé longue maladie, longue durée et grave maladie, le versement du C.I est suspendue.

D. Périodicité de versement du complément indemnitaire

Le complément indemnitaire fera l'objet d'un versement annuel et ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre. Le montant est proratisé en fonction du temps de présence et du temps de travail de l'agent.

E. Clause de revalorisation du C.I

Les montants maxima évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

III. Les règles de cumul

L'I.F.S.E. et le C.I. sont exclusifs de tout autre régime indemnitaire de même nature.

Le R.I.F.S.E.E.P. ne pourra se cumuler avec :

- la prime de fonction et de résultats (PFR),
- l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- l'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- l'indemnité d'exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.),
- la prime de service et de rendement (P.S.R.),
- l'indemnité spécifique de service (I.S.S.),
- la prime de fonction informatique

L'I.F.S.E. est en revanche cumulable avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- les dispositifs d'intéressement collectif,
- les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la GIPA
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...),
- la prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel.

L'attribution individuelle de l'I.F.S.E. et du C.I. (si la collectivité l'a mis en place) décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.

En application de l'article 88 alinéa 3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, l'autorité territoriale peut maintenir, à titre individuel, le montant versé antérieurement au RISFEPP.

Le conseil municipal après en avoir délibéré à l'unanimité :

1. modifie le RIFSEEP dans les conditions fixées ci-dessus à compter du 1^{er} mars 2025 ;
2. dit que les délibérations instaurant le régime indemnitaire antérieurement sont abrogées en conséquence à cette même date ;
3. précise que les crédits nécessaires seront prévus au budget 2025.

2025-012 – FIN – PERSONNEL COMMUNAL – MODIFICATION DE LA PARTICIPATION À LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE FORMATION AU BREVET D'APTITUDE AUX FONCTIONS D'ANIMATEUR (BAFA) / DE DIRECTION (BAFD) – VALIDATION PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

Par la délibération n°2023-043, en date du 6 décembre 2023, le conseil municipal a approuvé la prise en charge de frais de formation BAFA/BAFD, pour des agents communaux, aux conditions suivantes :

- La demande d'aide, adressée à la mairie, doit préciser la formation envisagée et les motivations de l'agent
- L'aide est proposée sous la forme d'une participation financière, déduction faite d'un reste à charge pour l'agent d'un montant de 150 €
- Ce financement sera réalisé par remboursement des sommes avancées par l'agent sur présentation de la facture et de l'attestation de présence et de réussite à la formation
- En contrepartie, il est attendu de la part des agents ayant bénéficié de cette formation, un engagement à occuper des missions d'animateur au sein des service périscolaire-extrascolaire, dans l'année suivant l'obtention du diplôme, pour une durée de minimum huit cent heures de travail

Cependant, la délibération ne précisait pas que l'aide pouvait porter sur les deux sessions de formation de chaque brevet d'aptitude (BAFA ou BAFD), ni que d'autres organismes, tels que la CAF, étaient susceptibles d'être co-financeurs de ces formations.

De ce fait, il est proposé de supprimer la notion de reste à charge pour l'agent si celui-ci réalise, de manière effective, les démarches auprès de tous les organismes susceptibles de subventionner ces formations, la commune prenant en charge le coût final restant.

Le conseil municipal après en avoir délibéré à l'unanimité :

1. approuve la prise en charge des frais de formation BAFA/BAFD des agents communaux, déduction faite des aides d'organismes co-financeurs obtenues par l'agent ;
2. précise que la demande d'aide peut être sollicitée pour les deux sessions de formation de chaque brevet d'aptitude ;
3. précise que les crédits nécessaires seront prévus aux budgets 2025 et 2026.

2025-013 – FIN – BUDGETS PRINCIPAL ET ANNEXE – APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE (CFU) 2024

- Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT),
- Vu l'article 205 de la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 généralisant le CFU au plus tard au titre de l'exercice 2026,
- Vu le Compte Financier Unique 2024 de la Ville de Saint-Armel,
- Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents,
- Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la commune, en particulier sur la présentation des résultats du bilan et le compte de résultat synthétique et des taux de contributions et produits afférents,
- Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU,

Suite à l'expérimentation menée depuis 2020, le CFU a vocation à devenir la nouvelle présentation des comptes locaux pour les élus et les citoyens. Ce document commun à l'ordonnateur et au comptable public se substitue au compte administratif et au compte de gestion. Il constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612-12 du CGCT.

Sa mise en place poursuit plusieurs objectifs :

- Rationaliser et moderniser l'information budgétaire et comptable,
- Favoriser la transparence et la lisibilité des comptes,
- Simplifier, améliorer, et dématérialiser les processus administratifs entre ordonnateur et comptable,

La commune remplit aujourd'hui les conditions pour mettre en œuvre le CFU, que sont l'adoption de la nouvelle nomenclature comptable (M57) et l'adhésion à Actes, dispositif permettant la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité et au contrôle budgétaire.

Aussi, la commune a souhaité mettre en place le CFU pour son budget principal et le budget annexe de la ZAC des Boschaux pour l'approbation des comptes 2024.

I. Le budget principal

L'exécution du budget principal est arrêtée à la somme de 2 911 726,58 € en dépenses et 2 518 450,12 € en recettes selon le tableau ci-dessous :

Section	Titres émis (en €)	Mandats émis (en €)	Résultat de l'exercice 2024
Total	2 518 450,12	2 911 726,58	- 393 276,46
Fonctionnement	2 081 649,58	1 745 833,49	335 816,09

Investissement	436 800,54	1 165 893,09	- 729 092,55
-----------------------	------------	--------------	--------------

Compte tenu des résultats antérieurs reportés et des restes à réaliser, le résultat de clôture est excédentaire à hauteur de 881 618,46 € et s'établit comme suit :

Section	Résultats 2024 (en €)	Résultat antérieur reporté (en €)	Résultat cumulé (en €)	Restes à réaliser dépenses (en €)	Restes à réaliser en recettes (en €)	Résultat de clôture (en €)
Total	- 393 276,46	1 293 406,40	900 129,94	2 513 702,42	2 495 190,94	881 618,46
Fonctionnement	335 816,09	448 104,07	783 920,16	0,00	0,00	783 920,16
Investissement	-729 092,55	845 302,33	116 209,78	2 513 702,42	2 495 190,94	97 698,30

II. Le budget annexe ZAC des Boschaux

L'exécution du budget annexe est arrêtée à la somme de 1 661 614,76 € en dépenses et 1 659 838,02 € en recettes selon le tableau ci-dessous :

Section	Titres émis (en €)	Mandats émis (en €)	Résultat de l'exercice 2024
Total	1 659 838,02	1 661 614,76	- 1 776,74
Fonctionnement	830 807,38	830 807,38	0
Investissement	829 030,64	830 807,38	- 1 776,74

Compte tenu des résultats antérieurs reportés et des restes à réaliser, le résultat de clôture est déficitaire à hauteur de - 292 795,85 € et s'établit comme suit :

Section	Résultats 2024 (en €)	Résultat antérieur reporté (en €)	Résultat cumulé (en €)	Restes à réaliser dépenses (en €)	Restes à réaliser en recettes (en €)	Résultat de clôture (en €)
Total	- 1 776,74	- 291 019,11	-292 795,85	0,00	0,00	-292 795,85
Fonctionnement	0	526 025,17	526 025,17	0,00	0,00	526 025,17
Investissement	-1 776,74	-817 044,28	-818 821,02	0,00	0,00	-818 821,02

Mme la Maire se retire de la salle au moment des votes.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

Ne prend pas part au vote : 1 Pour : 10

1. donne acte de la présentation du CFU 2024 pour le budget principal et le budget annexe ;
2. approuve, pour l'année 2024, les CFU tels que présentés ci-dessus ;
3. autorise Mme la Maire à signer l'ensemble des documents constituant les CFU 2024.

Débat : Au niveau du budget communal, en recettes de fonctionnement, Mme la Maire justifie le décalage entre le prévisionnel et le réalisé, notamment du fait de la mise en place du nouveau portail familles qui a entraîné des retards de facturation.

La Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) est un peu en baisse car les critères de calcul de cette attribution sont réévalués d'une année sur l'autre et celui qui se rapporte au nombre de logements sociaux a, notamment, été revu à la baisse car trop impactant.

La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) est, elle, en hausse continue depuis 2019.

La subvention préfectorale « cantine à 1 € » est également plus élevée suite à la délibération récemment prise incluant le « bonus Egalim ».

La hausse des recettes de fonctionnement entre 2023 et 2024 s'élève à environ 90 000 €.

Concernant les dépenses de fonctionnement, le montant du chapitre 011 est finalement moins élevé que prévu du fait d'une baisse de consommation d'énergie et des tarifs moins « explosifs » que prévus.

L'alimentation est, elle, en hausse, du fait de l'inflation et de l'augmentation des effectifs à la cantine.

Le chapitre 012 est en augmentation mais celle-ci, d'environ 22 000 €, est moins importante qu'entre 2023 et 2024.

La hausse au chapitre 65 s'explique par la hausse des participations aux syndicats intercommunaux, notamment celle relative à celui de la piscine de la Conterrie.

Le chapitre 66, qui concerne principalement le remboursement d'emprunts, est stable.

L'épargne brute, qui s'élève à 354 10,09 €, est moins importante qu'en 2023 mais reste satisfaisante et l'épargne nette s'élève, elle, à 232 949,11 €.

En dépenses d'investissement, la commune a l'obligation d'inscrire l'ensemble de la dépense du projet pôle enfance.

M. Simon précise que cette demande d'inscription émane de la Trésorerie.

En recettes d'investissement, beaucoup de subventions ont été obtenues cette année et un retour de la Préfecture est toujours attendu suite à une nouvelle demande de DETR pour le projet pôle enfance.

au niveau des revenus des immeubles, par la non clôture du budget de la ZAC et, par conséquent, l'absence de reprise de l'excédent de ce budget annexe.

Au niveau du budget de la ZAC des Boschoux, Mme la Maire précise que celui-ci n'a pas bougé par rapport à l'an dernier mais reste déficitaire.

M. Simon fait remarquer que la situation financière est saine.

M. Folempin ajoute qu'elle est notamment bonne au vu du contexte économique.

Mme la Maire indique que cela va permettre d'envisager le cumul du projet pôle enfance, de la rénovation de l'école et des travaux du tiers-lieu.

M. Simon félicite Mme Madiot pour son travail.

Concernant l'élection des administrateurs au sein du CCAS, Mme la Maire fait lecture du texte suivant :

« Nous avons inscrit à l'ordre du jour les nouvelles élections pour désigner les élus qui vont siéger au CCAS. Cette délibération s'inscrit dans la suite des démissions qui ont fait tomber le CCAS, le 24 janvier. Aujourd'hui, c'est compliqué de parler du CCAS car Cala, qui en était la vice-présidente et qui est déléguée aux affaires sociales, n'est pas présente et nous a fait part lundi qu'elle entamait une grève de la faim. Je suis sincèrement préoccupée par cette situation et par l'état de santé de Cala. D'ailleurs je suis en échange avec la préfecture et la gendarmerie concernant cette situation que nous prenons très au sérieux.

Cala a annoncé cette décision lundi matin, après 1 mois d'absence pour raisons personnelles.

Nous avons prévu ensemble un point, hier matin, pour échanger sur la situation du CCAS et les conséquences des démissions, et l'avenir du CCAS. Ce rdv n'a malheureusement pas pu avoir lieu et je le regrette.

A sa demande, j'ai organisé une réunion avec les membres de l'ancien CCAS hier soir. Cala est venue une dizaine de minutes, mais n'est pas restée car sa demande de convier également l'ensemble du conseil municipal et la DGS n'avait pas été entendue. Elle a indiqué qu'elle était victime de harcèlement, d'acharnement, de discriminations en raison de son genre et de sa couleur de peau, et ce de la part de toute l'équipe de la majorité depuis plusieurs années. Elle a expliqué qu'elle faisait une grève de la faim pour qu'on l'entende enfin. Mais suite à nos questions hier, nous n'avons pas obtenu de précisions sur les faits justifiant ces accusations.

Les accusations portées contre les élus de la majorité sont extrêmement graves car si elles venaient à être avérées, elles constitueraient des délits. Il va de soi que si des éléments m'étaient communiqués je ferais le nécessaire.

Je comprends la difficulté et la détresse derrière un tel acte mais on ne peut pas se permettre d'accuser sans apporter de preuve. Je conteste formellement les accusations portées contre moi et n'ai constaté à aucun moment de la part des élus de majorité de tels comportements.

C'est extrêmement violent pour nous d'être ainsi accusés.

Je rappelle que les personnes qui ont démissionné avaient pour objectif de remettre le fonctionnement du CCAS sur de meilleurs rails. D'ailleurs, hier, une membre non élue a également exprimé qu'elle avait préparé sa lettre de démission au cas où la gouvernance n'évoluerait pas. Le malaise ne concerne pas que les élus. Et plusieurs non élus avaient exprimé le fait qu'ils ne se sentaient pas entendus, qu'ils n'étaient pas suffisamment informés et qu'on ne leur faisait pas confiance. D'où le besoin de mettre en place une nouvelle organisation, ce dont nous avons pu échanger hier.

Pour en revenir à l'instance du CCAS, celui-ci ne s'est pas réuni depuis le 26 novembre dernier.

L'absence d'élus entrave le fonctionnement du CCAS (plusieurs délibérations en attente (convention de participation épicerie sociale, renouvellement dispositif Sortir!, vote du CFU, échange sur le budget...).

Le Secrétaire Général de la préfecture m'a appelé à ce sujet aujourd'hui pour m'indiquer qu'il fallait rapidement enclencher l'élection du CCAS.

Nous pouvons échanger ce soir sur le maintien ou non de cette délibération. »

M. Mc Donnell indique être en accord avec les propos et la démarche de Mme la Maire et fait, à son tour, lecture du texte suivant : « *Je veux bien redire la raison pour laquelle j'ai démissionné, ce ne sera jamais que la troisième fois. Moi, j'ai démissionné du CCAS dans la mesure où le travail du CCAS n'était pas suffisamment coordonné avec le travail de l'équipe municipale, c'est-à-dire que les décisions qui étaient prises par le CCAS et les actions qui étaient proposées n'étaient ni coordonnées avec les agents, ni avec le bureau, ni avec la maire. Il y a plusieurs exemples pour les détailler, mais ce n'est peut-être pas le moment.*

Et du coup, ça posait des problèmes d'organisation, ça posait des problèmes de réalisation des projets qui ne se faisaient pas, en fait. Et à un moment, quand la personne qui est déléguée à l'action sociale n'est pas en mesure, pour des raisons d'organisation que je ne comprends pas très bien, de se coordonner avec le reste de l'équipe municipale, et bien, ce n'est plus possible. Et quand ça culmine dans une séance du CCAS lors de laquelle, moi, je me sens agressé dans une diatribe agressive, alors même que le vote est terminé, et bien, pour moi, il est temps de démissionner. Il n'y a même plus vraiment possibilité de discuter. C'est la raison pour laquelle j'ai démissionné.

Je le redis encore une fois, là, je le dis devant toutes les personnes concernées, même si tout le CCAS n'est pas là aujourd'hui, je l'ai déjà dit lors de la session que tu as organisée, Morgane (ndlr, Mme Madiot), la semaine dernière, avec l'ancien CCAS, je le dis aujourd'hui devant le conseil municipal et mesdames, messieurs, la presse, le public, ce n'est plus possible.

Donc, voilà, moi, je soutiens le vote d'une nouvelle équipe du CCAS avec la minorité et une liste de la majorité, et je soutiens ensuite ta décision, Morgane (ndlr, Mme Madiot), d'avoir retiré sa délégation à Cala (ndlr, Mme Codandam), car je pense que ce n'était plus possible comme ça. Il n'y avait plus de confiance, il n'y avait plus de travail en commun.

Ça fait déjà un an que Cala (ndlr, Mme Codandam) ne participe même pas à la réunion de coordination, alors que c'est l'instance lors de laquelle notre équipe municipale communique, élabore sa stratégie. Donc, ce n'est pas possible, ça ne peut pas fonctionner. Il n'y a pas besoin d'en faire toute une histoire ».

M. Mc Donnell préconise ensuite de ne pas voter cette délibération car les élus de la minorité ont quitté la séance, or, il faut à minima un élu de la minorité au sein de la liste présentée par la majorité ; M. Mc Donnell ajoute que M. Chérel et Mme Delavallée ont fait du travail de qualité au sein du précédent conseil d'administration du CCAS.

M. Folempin souhaite un rappel concernant la composition du conseil d'administration du CCAS et les délais à tenir pour son renouvellement.

Mme la Maire rappelle que celui-ci est composé de six arméliens non élus et six élus du conseil municipal et, qu'au regard de la date de la démission faisant tomber le CCAS, le 24 janvier dernier, l'élection des nouveaux membres élus doit se faire au plus tard au 24 mars mais, en tenant compte des délais de convocation et compte tenu des sujets urgents à y traiter, la date du 26 février, déjà fixée pour le conseil municipal, a été retenue pour cette élection.

Mme Châtel préconise de repousser l'élection, notamment, car M. Houssel comptait déposer une liste.

Mme Reucheron se sent offensée par les propos de Mme Panon d'autant que, ne faisant pas partie du CCAS, elle n'a pas les tenants et les aboutissants pour apprécier les démissions qui se sont succédées.

Elle estime que les insultes vont beaucoup trop loin et est également favorable à un report du vote en l'absence de la minorité.

Mme Bellanger partage les propos tenus par Mme la Maire et M. Mc Donnell ; elle n'a pas pris la décision de démissionner du CCAS de gaieté de cœur mais c'est parce qu'il y avait vraiment des problèmes de fonctionnement.

Elle estime l'intervention de Mme Panon hyper violente, elle n'est pas là pour se faire insulter gratuitement et considère que cela ne peut pas continuer comme ça, mais est favorable à donner la possibilité aux élus de la minorité de participer à l'élection.

M. Chauvière est contre un report compte tenu de l'état d'esprit de ce soir, et estime que c'est prendre le risque d'un nouveau conseil municipal tendu, et qu'il faut que le CCAS fonctionne.

Mme Gardet est défavorable à un report car elle estime que ce n'est pas à la majorité d'assumer le départ des élus de la minorité.

M. Simon se dit surpris de la tournure de la séance, rappelle que c'est à la maire de décider de l'ordre du jour et de l'ordre de passage des délibérations et regrette le départ des cinq élus par rapport aux agents et aux nombreux sujets ayant trait aux ressources humaines.

Concernant le vote, M. Simon rappelle l'obligation de respecter la représentation proportionnelle avec un membre de la minorité dans la liste majoritaire.

M. Folempin estime que c'est la majorité qui paye les frais, qu'il a l'impression qu'il y avait une volonté de « faire le buzz » de la part des élus qui ont quitté la séance et rappelle la nécessité que le travail du CCAS se fasse.

M. Duchêne juge la situation très injuste, pour certains en particulier, et souhaite qu'il y ait une prise en compte des personnes et des situations.

Mme la Maire propose la tenue d'une séance spécifique d'élection des administrateurs au CCAS le mardi 4 mars à 19h.

Fin de la séance à 21h30